



CHAPITRE 12

Loi modifiant la Loi de police

[Sanctionnée le 11 décembre 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 12

An Act to amend the Police Act

[Assented to 11th December 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1968, c.
17, a. 1.
mod.

1. L'article 1 de la Loi de police (1968, chapitre 17), modifié par l'article 1 du chapitre 22 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe *e*, les mots « au dernier » par les mots « à l'avant-dernier »;

b) en ajoutant, à la fin du paragraphe *i*, après le mot « chef », les mots « mais à l'exclusion d'un cadet municipal »;

c) en insérant, après le paragraphe *j*, le suivant:

« *k* » « cadet municipal »: tout membre d'un corps de police municipal qui en fait partie à ce titre. »

« cadet
municipal ».

1968, c.
17, a. 3.
mod.

2. L'article 3 de ladite loi est modifié:

a) en insérant, dans la deuxième ligne, avant le mot « policier », les mots « cadet ou »;

b) en insérant, dans la cinquième ligne du paragraphe *d*, après le mot « un », les mots « cadet ou ».

Id., a. 6,
mod.

3. L'article 6 de ladite loi est modifié:

a) en insérant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, après le mot « tout », les mots « cadet ou »;

b) en insérant, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, après le mot « un », les mots « cadet ou ».

1968, c.
17, s. 1,
am.

1. Section 1 of the Police Act (1968, chapter 17), amended by section 1 of chapter 22 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by inserting after the word "the" in the second line of paragraph *e* the words "second to";

(b) by adding after the word "chief" at the end of paragraph *i* the words "but not a municipal cadet";

(c) by inserting after paragraph *j* the following:

"(*k*) "municipal cadet": any member of a municipal police force who is a member thereof in such capacity."

1968, c.
17, s. 3,
am.

2. Section 3 of the said act is amended:

(a) by inserting after the word "municipal" in the second line the words "cadet or";

(b) by inserting after the word "municipal" in the sixth line of paragraph *d* the words "cadet or".

Id., s. 6,
am.

3. Section 6 of the said act is amended:

(a) by inserting after the word "municipal" in the fifth line of the second paragraph the words "cadet or";

(b) by inserting after the word "municipal" in the fourth line of the third paragraph the words "cadet or".

1968, c.
17, a. 7,
mod.

4. L'article 7 de ladite loi est modifié en insérant, dans la troisième ligne, après le mot « un », les mots « cadet ou ».

Id., a. 9,
mod.

5. L'article 9 de ladite loi est modifié:
a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Compo-
sition.

« **9.** La Commission est formée de cinq membres, dont un président choisi parmi les juges des sessions ou de la Cour provinciale et un vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur traitement, lequel ne peut être réduit par la suite. »;

b) en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

Rempla-
cement
tempo-
raire.

« Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; lorsqu'un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité, par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires. »

1968, c.
17, a. 16,
mod.

6. L'article 16 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) collaborer à l'établissement, par la Sûreté, d'un service central de renseignements et de statistiques ayant pour but de faciliter la détection des crimes et le dépistage de leurs auteurs et au maintien de ce service à la disposition des autres corps de police; ».

Id., a. 17,
mod.

7. L'article 17 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 22 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) déterminer le niveau de scolarité et les cours de formation policière exigibles ainsi que les autres qualités requises pour devenir cadet ou membre de la Sûreté, cadet ou policier municipal, constable spécial ou directeur ou chef d'un corps de police municipale; »;

b) en insérant, dans la quatrième ligne du paragraphe *c*, avant le mot « policiers », les mots « cadets ou »;

4. Section 7 of the said act is amended by inserting after the word "municipal" in the third line the words "cadet or".

1968, c.
17, s. 7,
am.

5. Section 9 of the said act is amended:
a) by replacing the first paragraph by the following:

Id., s. 9,
am.

« **9.** The Commission shall be composed of five members including a president, who shall be a judge of the sessions or of the Provincial Court, and a vice-president, appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their salaries which shall not be reduced thereafter. »;

Compo-
sition.

b) by replacing the fourth paragraph by the following:

« In the case of inability to act of the president by reason of absence or illness he shall be replaced by the vice-president; when another member is for such reason unable to act he may be replaced by a person appointed to perform his duties, while his inability lasts, by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his fees. »

Tempo-
rary
replace-
ment.

6. Section 16 of the said act is amended by replacing paragraph *a* by the following:

1968, c.
17, s. 16,
am.

« *a*) cooperate in the establishment by the Police Force of a central information and statistics service for the purpose of facilitating the detection of crimes and the tracking down of the persons responsible therefor, and in keeping such service at the disposal of other police forces; ».

7. Section 17 of the said act, amended by section 5 of chapter 22 of the statutes of 1969, is again amended:

Id., s. 17,
am.

a) by replacing paragraph *a* by the following:

« *a*) determine the educational level and police training courses required and the other qualifications required for admission as a Police Force cadet, member of the Police Force, municipal cadet or policeman, special constable, director or chief of a municipal police force; »;

b) by inserting after the word "municipal" in the fourth line of paragraph *c* the words "cadets or";

c) en insérant, dans la première ligne du paragraphe *d*, après le mot « les », le mot « statistiques, »;

d) en insérant, dans la troisième ligne du paragraphe *f*, avant le mot « policiers », les mots « cadets et ».

(c) by inserting after the word "the" in the first line of paragraph *d* the word "statistics,";

(d) by inserting after the word "municipal" in the third line of paragraph *f* the words "cadets and".

1968, c.
17, s. 23,
mod.

8. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 22 des lois de 1969, est de nouveau modifié en insérant, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, après le mot « pratique », les mots «, pourvu que demande en soit faite à la Commission au plus tard un an après la remise du rapport de son enquête au procureur général, ou après la décision de la Commission, s'il s'agit d'une enquête tenue en vertu de l'article 63 ».

8. Section 23 of the said act, amended by section 6 of chapter 22 of the statutes of 1969, is again amended by inserting after the word "practice" in the last line of the second paragraph the words ", provided that application therefor is made to the Commission not later than one year after the report on its inquiry is delivered to the Attorney-General or after the decision of the Commission in the case of an inquiry held under section 63".

1968, c.
17, s. 23,
am.

Id., s. 26,
mod.

9. L'article 26 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la douzième ligne, le mot « mille » par les mots « trois mille ».

9. Section 26 of the said act is amended by replacing the word "one" in the twelfth line by the word "three".

Id., s. 26,
am.

Id., aa.
30, 31,
remp.

10. Les articles 30 et 31 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

10. Sections 30 and 31 of the said act are replaced by the following:

Id., ss.
30, 31,
replaced.

Territoire
partagé en
districts.

« **30.** Pour l'exercice des fonctions de la Sûreté, le territoire du Québec est partagé en districts, selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil; tout arrêté adopté à ces fins entre en vigueur à la date à laquelle il est publié dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

« **30.** For the carrying on of the duties of the Police Force the territory of the Province of Québec shall be divided into districts, as the Lieutenant-Governor in Council determines; every order made for such purposes shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

Territory
divided
into
districts.

Sections,
etc.

« **31.** Le procureur général peut, selon qu'il le juge à propos, établir des sections, postes et bureaux de la Sûreté dans chacun des districts déterminés en vertu de l'article 30. »

« **31.** The Attorney-General may, as he deems expedient, establish Police Force sections, posts and offices in each of the districts determined under section 30." »

Sections,
etc.

1968, c.
17, aa.
49a,
49b, aj.

11. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 49, les suivants:

11. The said act is amended by inserting after section 49 the following:

1968, c.
17, ss. 49a,
49b,
added.

Revalorisation des
rentes.

« **49a.** Nonobstant le quatrième alinéa de l'article 49, le montant de toute rente annuelle visée à cet article est revalorisé à compter du 1^{er} janvier 1970 et établi, depuis cette date, d'après le traitement alors payable aux membres de la Sûreté ayant le même titre et le même nombre d'années de service que la victime de l'accident à la date de cet accident.

« **49a.** Notwithstanding the fourth paragraph of section 49, the amount of any annuity contemplated in this section shall be revalorized from the 1st of January 1970 and established, from such date, according to the salary then payable to the members of the Police Force with the same rank and the same number of years of service as the victim of the accident on the date of such accident.

Annuity
revalorized.

Indexation.

« **49b.** Le montant de toute rente prévue à l'article 49 doit, à compter du 1^{er} janvier 1970, être ajusté annuellement, de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 130 du Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente ou pour une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois ou l'année par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède, nonobstant le quatrième alinéa de l'article 49. »

1968, c.
17, a. 53a,
aj.

12. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 53, le suivant :

Règlement de discipline.

« **53a.** Toute municipalité visée à l'article 52 qui maintient un corps de police doit, à la demande de la Commission, adopter et lui transmettre, dans les soixante jours qui suivent cette demande, un règlement pourvoyant à la discipline des membres de ce corps et prévoyant les sanctions applicables au cas d'infraction à ce règlement; un tel règlement entre en vigueur sur approbation de la Commission. »

1968, c.
17, a. 56,
mod.

13. L'article 56 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « membres du corps » par ce qui suit « policiers municipaux qui en font partie ».

Id., aa.
62a-62d,
aj.

14. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 62, les suivants :

Compensations dans le cas de policier municipal.

« **62a.** Au cas d'incapacité totale et permanente ou de décès d'un policier municipal par le fait ou à l'occasion du travail qu'il accomplit en qualité d'agent de la paix autrement que dans l'exécution de ses fonctions pour le compte de la municipalité qui l'emploie, les compensations prévues à l'article 49, dans les cas qui y sont énumérés, tiennent lieu de celles qui sont prévues à la Loi des accidents du travail et ledit article 49 ainsi que l'article 49b s'appliquent *mutatis mutandis*; toute-

« **49b.** The amount of every annuity provided for in section 49 must, from the 1st of January 1970, be adjusted annually, in the manner and at the time prescribed in accordance with section 130 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24) for the adjustment of the benefits payable under the said act, so that the amount payable for a month in any year following the first or for a subsequent year is equal to the product obtained by multiplying the amount that would have been otherwise payable for the month or year by the ratio that the Pension Index for that following year bears to the Pension Index for the year preceding that following year, notwithstanding the fourth paragraph of section 49." Indexing.

12. The said act is amended by inserting after section 53 the following: 1968, c.
17, s. 53a,
added.

« **53a.** Every municipality contemplated in section 52 which maintains a police force must at the request of the Commission pass and forward to it within sixty days of such request a by-law providing for the discipline of the members of such force and providing the penalties applicable in the case of infringements of such by-law; such a by-law shall come into force upon approval by the Commission." By-law for discipline.

13. Section 56 of the said act is amended by replacing the words "members of the force" in the fourth line by the words "municipal policemen who are members of the force". 1968, c.
17, s. 56,
am.

14. The said act is amended by inserting after section 62 the following: Id., ss.
62a-62d,
added.

« **62a.** In case of the total and permanent disability or of the death of a municipal policeman arising out of or in the course of the work that he performs as a peace officer otherwise than in the performance of his duties on behalf of the municipality which employs him, the compensations provided for in section 49, in the cases enumerated therein, shall replace those provided for in the Workmen's Compensation Act and the said section 49 and section 49b shall apply *mutatis mutan-* Compensation to municipal policeman.

fois, si des bénéfices sont payables au policier, à sa veuve et à ses enfants, selon le cas, en vertu d'un régime supplémentaire de rentes, ces compensations sont réduites d'un montant équivalant au montant de ces bénéfices.

Montants payables.

Les montants payables en vertu du présent article ne doivent pas être inférieurs à ceux qui auraient été payables si le policier avait agi dans l'exécution de ses fonctions pour le compte de la municipalité.

Compensations dans le cas de policier municipal.

« **62b.** Au cas d'incapacité totale et permanente ou de décès d'un policier municipal par le fait ou à l'occasion du travail autrement que dans le cas prévu à l'article 62a, la municipalité doit payer au policier, à sa veuve et à ses enfants, selon le cas, une compensation dont le montant doit correspondre à la différence entre les bénéfices qu'ils reçoivent en vertu de la Loi des accidents du travail et d'un régime supplémentaire de rentes, s'il en est, et les bénéfices auxquels ils auraient droit si les articles 49 et 49b de la présente loi leur étaient applicables.

Dispositions applicables.

« **62c.** Au cas d'incapacité totale et permanente ou de décès d'un policier municipal survenus par le fait ou à l'occasion du travail avant le 11 décembre 1970, les articles 62a et 62b s'appliquent, selon le cas, à compter de cette date.

Base des rentes.

Le montant des rentes ainsi payables est établi d'après le traitement que recevait le policier municipal à la date de l'accident, en appliquant l'article 49a de la présente loi.

Enquête de la Commission.

« **62d.** Toute difficulté résultant de l'application des articles 62 à 62c est décidée exclusivement et en dernier ressort par la Commission après enquête. »

1968, c. 17, s. 63, mod.

15. L'article 63 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 22 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant le cinquième alinéa par les suivants:

Suspension sans traitement.

« Si une telle résolution vise la destitution d'une personne, elle emporte la suspension sans traitement de la personne qui

dis; however, if benefits are payable to the policeman, his widow and children, as the case may be, under a supplemental pension plan, such compensations shall be reduced by an amount equivalent to the amount of such benefits.

The amounts payable under this section shall not be less than those which would have been payable if the policeman had acted in the performance of his duties on behalf of the municipality.

Amounts payable.

« **62b.** In case of the total and permanent disability or of the death of a municipal policeman arising out of or in the course of his work otherwise than in the case provided for in section 62a, the municipality must pay to the policeman, his widow and children, as the case may be, compensation the amount of which must correspond to the difference between the benefits they receive under the Workmen's Compensation Act and a supplemental pension plan, if any, and the benefits to which they would be entitled if sections 49 and 49b of this act were applicable to them.

Compensation to municipal policeman.

« **62c.** In case of the total and permanent disability or of the death of a municipal policeman arising out of or in the course of his work before the 11th of December 1970, sections 62a and 62b shall apply, as the case may be, from such date.

Provisions applicable.

The amount of the annuities so payable shall be established according to the salary received by the municipal policeman on the date of the accident, by applying section 49a of this act.

Basis for annuities.

« **62d.** Any disagreement arising out of the application of sections 62 to 62c shall be decided exclusively and finally by the Commission, after inquiry. »

Inquiry into disagreement.

15. Section 63 of the said act, amended by section 16 of chapter 22 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the fifth paragraph by the following:

1968, c. 17, s. 63, am.

« If such a resolution contemplates the dismissal of a person, it shall entail suspension without salary of the person con-

Suspension without salary.

en fait l'objet, jusqu'à ce que la destitution prenne effet conformément à l'alinéa suivant.

Moment
de la
destitu-
tion, etc.

La destitution ou la réduction de traitement prévue dans une résolution visée au présent article a effet uniquement:

a) à compter du moment où la personne qui en fait l'objet y acquiesce,

b) à compter de l'expiration du délai d'appel sans qu'un appel n'ait été interjeté à la Commission, ou

c) à compter du moment où la Commission approuve la résolution.

Indemnisation si l'appel est maintenu.

Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la municipalité de payer à l'appellant une somme d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a encourues pour cet appel; elle peut en outre, si la résolution visait la destitution de la personne qui en faisait l'objet, ordonner à la municipalité de payer à cette personne, la totalité ou toute partie du traitement qu'elle n'a pas reçu pendant sa suspension et dont la Commission fixe le montant et enjoindre à la municipalité de rétablir, pour cette période, les autres avantages et allocations dont la personne bénéficiait avant la suspension.

Homologation.

L'ordonnance à ces fins est homologuée sur requête de l'appellant par la Cour provinciale ou, si le montant en jeu est de trois mille dollars ou plus, par la Cour supérieure; l'appellant peut ensuite exécuter le jugement contre la municipalité. »

1968, c.
17, a. 77,
mod.

16. L'article 77 de ladite loi est modifié en insérant, dans la première ligne, après le mot « Les », les mots « cadets et ».

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

cerned, until the dismissal takes effect in accordance with the following paragraph.

The dismissal or reduction of salary provided for in a resolution contemplated in this section shall have effect only:

Time of
dismissal, etc.

(a) from the time when the person concerned acquiesces therein,

(b) from the expiry of the delay for appeal when an appeal has not been made to the Commission, or

(c) from the time when the Commission approves the resolution.

If the appeal is upheld, the Commission may also order the municipality to pay to the appellant a sum of money which it determines as an indemnity for the expenses he has incurred for such appeal; it may also, if the resolution contemplated the dismissal of the person concerned, order the municipality to pay to such person all or part of the salary which he has not received during his suspension and the Commission shall fix the amount of such salary and order the municipality to re-establish for such period the other benefits and allowances which the person received before the suspension.

Payments
if appeal
upheld,
etc.

The order for such purposes shall be homologated on the motion of the appellant by the Provincial Court or, if the amount involved is three thousand dollars or more, by the Superior Court; the appellant may afterwards execute the judgment against the municipality."

Homologation of
order.

16. Section 77 of the said act is amended by inserting after the word "Municipal" in the first line the words "cadets and".

1968, c.
17, s. 77,
am.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.